

**Environnement - Lutte contre la
pollution plastique : décision
historique de l'Union européenne -
Communiqué de presse du
ministère de la transition écologique
et solidaire
(Paris, 20 décembre 2018)**

Après plusieurs mois de négociations, le Conseil, le Parlement européen et la Commission européenne, réunis hier, se sont accordés sur le texte de la directive relative aux produits plastique à usage unique, entériné le 20 décembre par Brune Poirson à l'occasion du conseil des ministres de l'environnement à Bruxelles.

Reconnue par tous comme historique, cette directive européenne s'attache à mettre en place des outils efficaces de protection de notre environnement contre les impacts non maîtrisés des plastiques à usage unique. Elle rejoint en cela l'un des objectifs premiers de la feuille de route nationale sur l'économie circulaire : "Zéro plastique dans l'environnement".

Le texte européen vise principalement à :

- Interdire le plastique pour certains usages et limiter la mise sur le marché de produits plastique pour lesquels il existe des alternatives crédibles ;
- contraindre certains producteurs à assumer la charge de l'impact environnemental des produits mis sur le marché en contribuant financièrement aux coûts de collecte et de traitement de leurs déchets ;
- favoriser l'incorporation de matière première recyclée.

Durant plusieurs mois, Brune Poirson, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire, a fait valoir l'ambition française dans les négociations européennes qui aboutit à ce texte porteur d'un haut niveau d'exigence. La France a notamment été pionnière dans le déploiement d'une filière de responsabilité élargie pour les industriels du tabac, capable de remédier à terme au fléau des mégots présents dans l'environnement.

"Ce projet de directive est majeur car il consacre la lutte contre la pollution par les plastiques comme essentielle à l'échelle de l'Europe en s'inspirant de nombreuses voies ouvertes par la France. Un gros travail reste à mettre en oeuvre dans chacun des Etats membres mais grâce à notre feuille de route pour l'économie circulaire présentée en avril dernier, notre pays est dans une dynamique positive."

Prochaine étape : Le texte sera entériné à la prochaine session plénière du Parlement européen.

Le gouvernement français travaille d'ores et déjà avec les industriels des filières concernées pour favoriser le déploiement rapide d'alternatives crédibles, sources de nouvelles opportunités économiques./.

(Source : site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire)